



La coopération régionale des Outre-mer

Le rapport « Pour un renforcement de la coopération régionale des Outre-mer », commandé par le bureau du Conseil économique et social (CESE) à la délégation à l'outre-mer pour dresser un état des lieux des coopérations régionales mises en œuvre par les territoires ultramarins, a été présenté en séance plénière du CESE du 9 mai 2012.

Ce rapport émet un certain nombre de propositions qui s'articulent autour de quatre axes :

- assurer les fondamentaux préalables à la coopération régionale des Outre-mer ;
- refonder la gouvernance de la coopération régionale ;
- cibler en priorité les projets répondant aux intérêts réciproques ;
- fonder une nouvelle politique européenne de grand voisinage basée sur le développement humain.

Le rapport présenté par Rémy-Louis Budoc est disponible sur :

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2012/2012_09_cooperation_om.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Actualité européenne

1 – BCE

Lors de sa réunion du 6 juin 2012, le Conseil des Gouverneurs de la BCE a décidé de laisser son taux directeur inchangé (à 1%). Il a par ailleurs décidé de continuer à conduire ses opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 15 janvier 2013 ». M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « la croissance économique reste faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat, entraînant une accentuation des risques à la baisse sur les perspectives économiques ».

2 – Réforme des fonds propres réglementaires bancaires

Le 15 mai 2012, les ministres européens des finances sont parvenus à un accord sur la réforme des fonds propres réglementaires bancaires sur la base du compromis qu'ils avaient trouvé lors de l'Ecofin extraordinaire du 2 mai 2012. Cet accord permettra le démarrage des négociations de la Présidence avec le Parlement européen sur ce dossier. Les nouveaux textes portent sur la proposition de directive (CRD 4) régissant l'accès à l'activité d'établissement de crédit ainsi que le règlement définissant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement. Ils visent à remplacer et modifier la législation européenne actuellement en vigueur en introduisant les termes de l'accord de Bâle 3.

3 – Banques et gouvernance

Lors de la présentation devant le Parlement européen du premier rapport d'activité du Comité européen du risque systémique (CERS), Mario Draghi, en sa qualité de président du Comité, a souligné la nécessité d'un système de résolution des crises bancaires et soutenu l'idée d'une union bancaire dans la zone euro.

4 – Paradis fiscaux et financiers

Partant du constat que les activités des paradis fiscaux et financiers (en matière de blanchiment d'argent, de fraude fiscale ou de corruption) engendrent des perturbations grandissantes sur le fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne, le Comité économique et social européen a adopté lors de sa session plénière du 24 mai 2012 un avis exigeant des contrôles plus sévères et une meilleure coordination pour lutter contre ces agissements.

Publication au Journal Officiel de la République

Le décret n° 2012-609 du 30 avril 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupements de crédits, pris pour l'application de l'article 22 de la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, a été publié au JO du 3 mai 2012.

Publications

1 – Autorité de contrôle prudentiel (ACP) : Le rapport annuel d'activité 2011 de l'ACP est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011.htm>

2 – ACP-AMF : Le rapport d'activité 2011 du Pôle Assurance Banque Epargne de l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011-du-pole-assurance-banque-epargne.html>

3 – Banque de France : l'indicateur de suivi du financement des micro-entreprises au premier trimestre 2012 est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/2012-03-stat-info-financement-des-tpe-france-trimestriel.pdf

4 – Colloque académique de l'AMF et de l'ACP : Les conséquences de la crise financière sur l'épargne des ménages et la commercialisation des produits financiers

Les actes de colloque sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/actualites/detail/article/colloque-academique-de-lamf-et-de-lacp-les-consequences-de-la-crise-financiere-sur-le.html>

Publications IEDOM

1 – Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les DOM et la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, avril 2012

2 – Enquête typologique 2010 sur le surendettement dans les DOM, dans la collection Les Notes de l'Institut d'émission

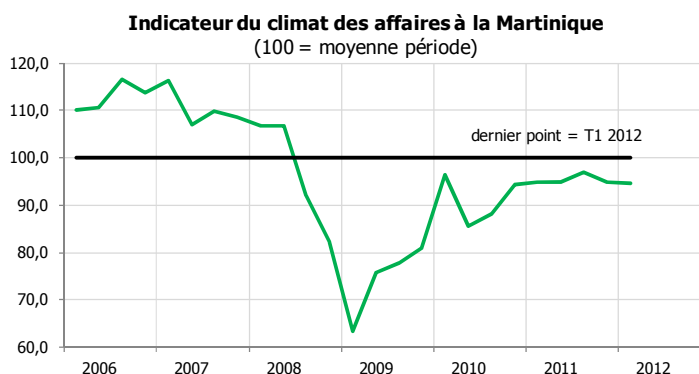
Ces deux documents sont disponibles et téléchargeables sur notre site internet (www.iedom.fr).

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Stabilité du climat des affaires

La conjoncture économique reste peu porteuse. L'indicateur du climat des affaires (ICA) est stable (-0,1 point) et reste en deçà de sa moyenne de longue période (-5,3 points). Ce résultat tient principalement au ralentissement de l'activité observé par les chefs d'entreprise, ainsi qu'à un jugement négatif sur leur trésorerie et les délais de paiement, tandis que leurs anticipations pour le trimestre à venir semblent davantage optimistes. La consommation des ménages manque de vigueur, dans un climat d'incertitude compte tenu de la dégradation de la situation de l'emploi. L'investissement des entreprises progresse faiblement et les prévisions à un an sont stables, s'orientant vers le maintien des outils de production.

Les chefs d'entreprises indiquent que l'activité est favorablement orientée dans les secteurs des industries agroalimentaires, du tourisme et des services aux entreprises. En revanche, elle tend à se dégrader dans les secteurs du BTP et du commerce.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

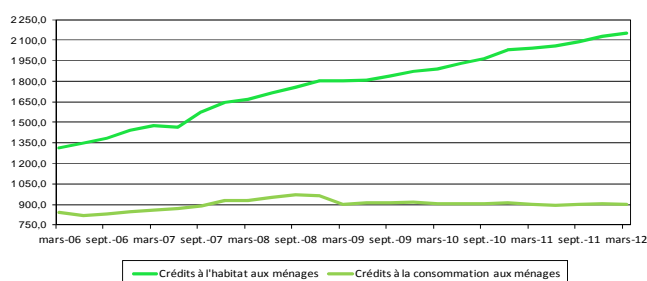
Progression des encours consentis par les établissements de crédit locaux

Au 31 mars 2012, le total des concours octroyés aux agents économiques par les établissements de crédit locaux atteint 7,6 milliards d'euros (+1,9 % sur le trimestre). L'encours sain atteint 7,1 milliards d'euros (+2,0 %). Le taux des créances douteuses s'améliore de 0,1 point sur le trimestre et s'établit à 6,5 % de l'encours brut.

L'encours des crédits aux ménages (3,0 milliards d'euros, soit 43 % de l'encours sain) est tiré par les crédits à l'habitat (+1,1 % sur le trimestre), alors que les crédits à la consommation sont en repli (-1,1%).

L'encours des crédits aux entreprises (2,7 milliards d'euros, soit 39 % de l'encours) se stabilise (-0,2 %). De plus, les crédits d'investissement restent favorablement orientés (+1,3 %), tandis que les crédits d'exploitation sont de nouveau en net repli sur le trimestre (-5,6 %). Les concours en faveur des collectivités locales (957 millions d'euros, soit 14 % de l'encours) progressent sensiblement (+5,9%), tirés par les crédits d'investissement (+6,7%).

Encours des crédits à la consommation et des crédits à l'habitat aux ménages (M€)

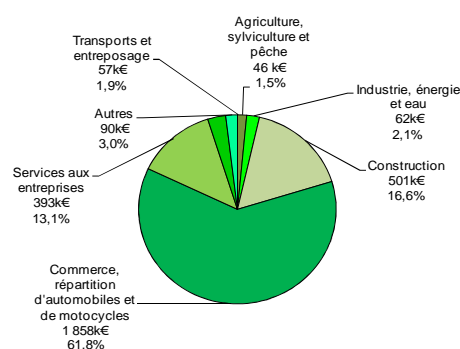


Source : IEDOM

Augmentation de la sinistralité au premier trimestre

441 incidents de paiement sur effets de commerce ont été recensés à fin mars, contre 362 à fin décembre (+21,8 % sur le trimestre), pour un montant total de 3,1 millions d'euros (+65,8 %). Sur un an, ce chiffre est toutefois en nette diminution en nombre (-8,1 %) et en montant (-39,3 %). En revanche, la valeur unitaire moyenne des effets impayés s'accroît de 36,1 % sur le trimestre (7 029 euros contre 5 166 euros). En dehors du secteur de l'industrie, de l'énergie et de l'eau, dont la sinistralité est en baisse de 53,5 %, les secteurs du commerce, de la construction et des services connaissent une hausse sensible (respectivement +37,9 %, +154,7 % et +280,9 %).

Répartition des incidents par secteur au premier trimestre (en valeur)



Source : Banque de France

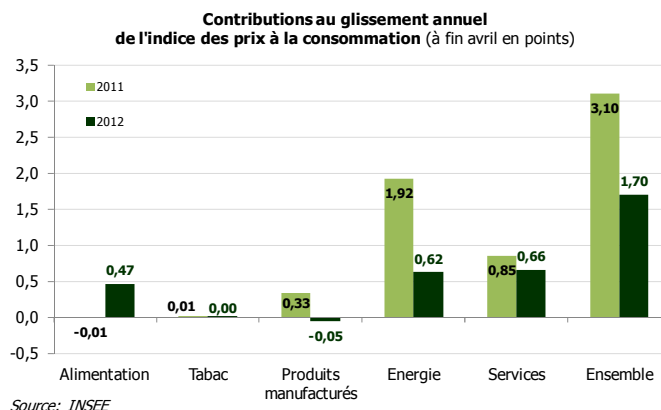
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Enquête de Pôle emploi sur les besoins en main d'œuvre

Selon l'enquête sur les besoins de main d'œuvre réalisée par Pôle emploi, 18,4 % des employeurs envisagent d'embaucher en 2012, soit 7 000 projets d'embauche (contre 8 770 en 2011). Les activités tertiaires regroupent 72 % des intentions d'embauches du département. Les services, avec 4 300 intentions d'embauche, restent l'activité phare et dynamique de l'économie. Par ailleurs, le secteur de la construction et le secteur agricole s'inscrivent également dans une dynamique de recrutement, avec respectivement 800 et 500 projets de recrutement. En revanche, le secteur du commerce marque un recul des intentions d'embauche (-2,3 %). En termes de répartition géographique, le sud bénéficie d'une hausse des intentions d'embauche (+4,3 %), avec 22 % des offres potentielles (contre 17% l'an dernier).

Progression mesurée des prix

A fin avril 2012, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 128,4 soit une hausse de 0,5 % sur un mois. Sur un an, le taux d'inflation s'affiche à 1,7 % (contre 3,1 % à fin avril 2011). Le relèvement des prix tient à la progression des prix de l'énergie (+6,9 % sur un an) et à la hausse des prix des services (+1,5 %). Ces deux postes contribuent respectivement à hauteur de 0,62 et 0,66 point à la hausse des prix, en glissement annuel. Par ailleurs, les prix de l'alimentation sont en hausse (+2,7 % sur un an) et ceux des produits manufacturés sont stables (-0,2 %). L'inflation est supérieure en Martinique au niveau enregistré en Guyane (+1,6 %) et à la Réunion (+0,5 %), mais inférieure au niveau de la Guadeloupe (+1,9 %) et de l'hexagone (+2,1 %).



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Autorisation de l'acquisition des hypermarchés Leclerc par le groupe Parfait

Le 10 mai 2012, l'autorité de la concurrence a validé l'acquisition par le groupe Parfait des deux hypermarchés Leclerc. Toutefois, la décision de reprise est soumise à une réserve d'engagement de la part du groupe Parfait. Le groupe Parfait s'est engagé à réduire le format de l'hypermarché de Long Pré pour en modifier le positionnement et l'adapter à un positionnement de proximité.

Mise en place d'une convention entre le Conseil régional et la Chambre de commerce

Le Conseil régional et la Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique ont signé, le 5 juin 2012, une convention triennale visant à favoriser de nouveaux axes de développement pour le modèle économique. Trois domaines d'invention ont été définis comme prioritaires : l'entreprise et son environnement, la formation professionnelle et continue, les infrastructures portuaires et aéroportuaires.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE

| | | | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|--|---|--------------|----------------|---------------------|-------------------|
| Prix (source : INSEE) | Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) | - avril 2012 | 128,4 | +0,4 % | +1,7 % |
| Chômage (source : DIECCTE) | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) | - avril 2012 | 41 800 | -1,2 % | +2,4 % |
| | Indicateur de chômage (pop. active : 168 886) | - avril 2012 | 24,8 % | | 0,1 pt |
| Allocations chômage (source : Pôle emploi) | Nombre d'allocataires de Pôle emploi | - mars 2012 | 22 034 | -1,3 % | +8,6 % |
| RSA (source : CAF) | Nombre de bénéficiaires payés (var. trimestrielle) | - mars 2011 | 39 329 | +2,4 % | +7,9 % |
| Commerce extérieur (source : douanes) | Importations (millions d'euros) | - mars 2012 | 265,7 | +41,3 % | +1,0 % |
| | Exportations (millions d'euros) | - mars 2012 | 16,0 | -63,5 % | -60,3 |
| | Taux de couverture mensuel | | 6,0 % | | -9,3 pts |
| Grande distribution (source : DIECCTE) | Chiffre d'affaires (millions d'euros) | - janv. 2012 | 41,7 | -37,6 % | -0,5 % |
| | Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros) | - janv. 2012 | 41,7 | | -0,5 % |
| Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM) | Personnes physiques en interdit bancaires | - mai 2012 | 17 428 | -0,3 % | -1,7 % |
| | Retrait de cartes bancaires (cumul) | - mai 2012 | 5 027 | - | -1,6 % |

INDICATEURS SECTORIELS

| | | | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|---|--|----------------|----------------|---------------------|-------------------|
| Trafic aéroportuaire (source : CCIM) | Nombre de passagers (hors transit) | - avril 2012 | 141 170 | -1,2 % | 0,4 % |
| | | - cumul annuel | 588 577 | | +3,8 % |
| Trafic maritime (source : DD PAF) | Nombre de croisiéristes | - mai 2012 | 0 | ns | ns |
| | | - cumul annuel | 61 090 | - | ns |
| Construction (source : Ciments Antillais) | Ventes de ciment (tonnes) | - avril 2012 | 15 234 | -10,9 % | -7,7 % |
| | | - cumul annuel | 64 133 | | +1,1% |
| Immatriculations (source : AAA) | Véhicules particuliers neufs (VPN) | - mai 2012 | 651 | -17,9 % | -9,3 % |
| | Véhicules utilitaires neufs (VUN) | - mai 2012 | 129 | -18,7 % | -23,3 % |
| | Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs) | | 4 631 | - | -7,3 % |

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

| | taux | date d'effet |
|--|-------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | 1,00% | 14/12/2011 |
| Taux de la facilité de prêt marginal | 1,75% | 14/12/2011 |
| Taux de la facilité de dépôt | 0,25% | 14/12/2011 |

| Taux d'intérêt légal | | | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11) | | | | |
|----------------------|------|----------------|--|-------|-------|-------|-------|
| ANNEE | 2012 | JO du 08/02/12 | Livret A et bleu | LDD | LEP | PEL* | CEL* |
| ANNEE | 2011 | 0,38% | JO du 03/02/11 | 2,25% | 2,75% | 2,50% | 1,50% |

* hors prime d'Etat

| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel) | | | | TIBEUR (Mai 2012) | | | |
|--|---------|---------|---------|-------------------|---------|---------|---------|
| Février | Mars | Avril | Mai | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an |
| 0,3662% | 0,3587% | 0,3475% | 0,3370% | 0,3940% | 0,6860% | 0,9720% | 1,2680% |

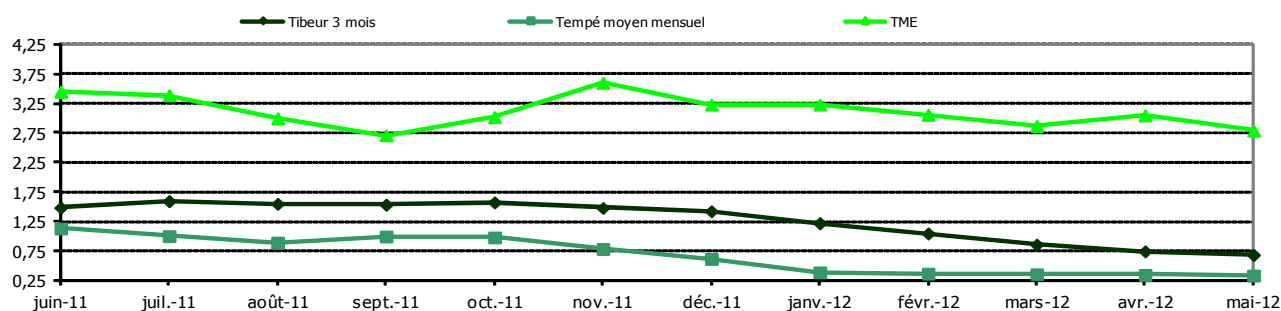
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) | | | | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) | | | |
|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|
| Février | Mars | Avril | Mai | Février | Mars | Avril | Mai |
| 3,06% | 2,87% | 3,05% | 2,79% | 3,26% | 3,07% | 3,25% | 2,99% |

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

| Crédits aux particuliers | Seuils de l'usure | | |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| Prêts immobiliers | | Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires | 14,81% |
| Prêts à taux fixe | 6,32% | Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 € | 10,93% |
| Prêts à taux variable | 5,88% | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts-relais | 6,48% | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | 8,99% |
| Autres prêts | | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable | 5,35% |
| Prêts d'un montant < ou = à 1524 € | 20,56% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe | 6,37% |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires | 19,15% | Découverts en compte (1) | 13,67% |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € | 15,27% | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | 6,49% |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires | 17,15% | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 € | 13,27% | Découverts en compte (1) | 13,67% |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

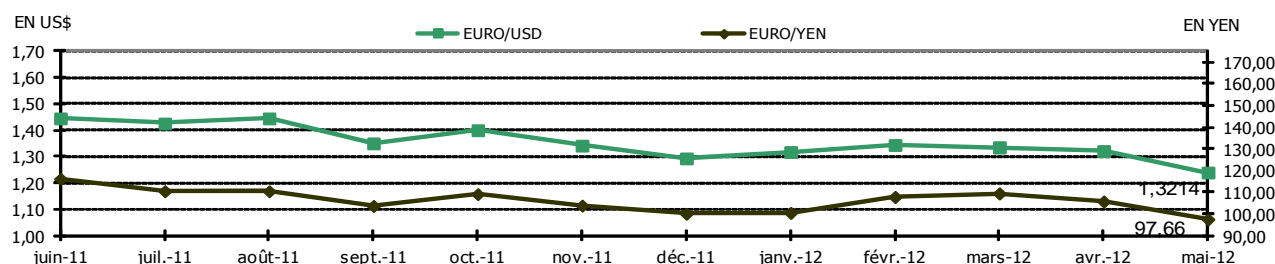
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

| | | | | | |
|----------------------------|-----------|---------------------------|---------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis) | 1,2403 | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 10,5726 | EURO/SRD (Surinam) | 4,09190 |
| EURO/JPY (Japon) | 97,6600 | EURO/BWP (Botswana) | 9,74090 | EURO/ANG (Ant. Néerl.) | 2,21960 |
| EURO/CAD (Canada) | 1,2761 | EURO/SCR (Seychelles) | 17,7758 | EURO/DOP (Rép. Dom.) | 48,3710 |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,79990 | EURO/MUR (Maurice) | 37,0378 | EURO/BBD (La Barbade) | 2,47990 |
| EURO/SGD (Singapour) | 1,5956 | EURO/BRL (Brésil) | 2,4935 | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 7,93000 |
| EURO/HKD (Hong-Kong) | 9,6307 | EURO/VEF (Vénézuéla) | 5,32530 | EURO/XPF (COM Pacifique) | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar) | 2651,8538 | EURO/XCD (Dominique) | 3,3479 | EURO/FC (Comores) | 491,96775 |

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

| | | | | | |
|----------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF | 40,3399 LUF | 200,482 PTE | 15,6466 EEK |
| | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG | 5,94573 FIM | |
| | 166,386 ESP | 1936,27 ITL | 13,7603 ATS | 340,750 GRD | |
| | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0,429300 MTL | 30,1260 SKK | |

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achévé d'imprimer le 7 juin 2012 - Dépôt légal : juin 2012 - ISSN 1240-3822